

Déclaration de la délégation du CANADA

FRENCH
Original: ENGLISH

Conférence d'examen sur la mise en œuvre des engagements de l'OSCE
Dimension humaine
Varsovie, le 1^{er} octobre 2010

INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

Merci Monsieur le Président,

Le soutien de la démocratie est une priorité clé de la politique étrangère du Canada. Le Canada œuvre en faveur de la démocratie en s'employant à renforcer les normes de la gouvernance démocratique aux niveaux régional et mondial, et en aidant les autres nations à atteindre ces normes.

Le Canada remercie le **BIDDH** pour la qualité de son travail auprès des États participants de l'OSCE, dont il soutient l'objectif qui vise l'organisation d'élections démocratiques conformes aux engagements de l'OSCE. L'engagement du BIDDH d'agir avec professionnalisme et impartialité dans l'observation des élections lui vaut une reconnaissance internationale. L'examen des lois électorales de la région couverte par l'OSCE est une activité importante à laquelle le BIDDH a démontré qu'il apportait une réelle valeur ajoutée. Il en est de même pour les travaux du BIDDH dans les missions sur le terrain de l'OSCE pour l'instauration de la démocratie.

L'aide du BIDDH au déroulement des élections **en Afghanistan** démontre l'engagement de l'OSCE à soutenir les efforts que déploient les Afghans pour exercer leurs droits démocratiques, en dépit d'un contexte difficile, et pour réussir à mettre en place des systèmes électoraux et des processus démocratiques efficaces durables. Le Canada a soutenu les élections présidentielles et les élections aux conseils provinciaux en 2009, de même que les élections législatives de 2010, toutes tenues sous la conduite des Afghans. Nous continuons d'encourager le développement et la consolidation des institutions et des processus démocratiques en Afghanistan.

Le Canada se réjouit également d'envoyer des observateurs électoraux auprès du BIDDH pour les élections législatives du 10 octobre 2010 au Kirghizistan. Ces élections donneront l'occasion au **Kirghizistan** de démontrer son engagement à organiser des élections démocratiques. Nous saluons les efforts fournis par l'administration provisoire du pays pour renforcer les institutions démocratiques, et nous pensons que ces élections joueront un rôle fondamental dans cet engagement.

Le Canada a pris bonne note de l'annonce du Bélarus de son intention d'organiser des élections présidentielles le 19 décembre prochain. Le rôle d'observation du BIDDH sera déterminant puisqu'il permettra d'établir si le Bélarus respecte bien les normes reconnues en matière d'élections démocratiques. À cet égard, le Canada remercie le Bélarus de l'invitation faite à l'OSCE d'envoyer des observateurs électoraux sur place. Nous sommes prêts à soutenir le BIDDH dans cette mission.

L'observation d'élections n'est pas une fin en soi. Le Canada soutient l'engagement de l'OSCE à donner suite aux recommandations contenues dans ses rapports d'observations électorales dans le cadre de ses programmes de démocratisation. De plus, le Canada se réjouit aussi de soutenir les efforts de l'OSCE visant à renforcer les politiques et procédures électorales démocratiques en Ukraine notamment en soutenant l'établissement et la mise en place d'un registre national centralisé des

électeurs; en contribuant à la codification des lois électorales; en rehaussant le degré de professionnalisme des membres du personnel électoral; et en faisant la promotion d'une plus grande participation des femmes et de l'égalité des sexes.

Monsieur le Président,

Le Canada se préoccupe des tendances observées au sein de certains États membres de l'OSCE qui vont à l'encontre des engagements de l'OSCE en matière électorale; par exemple, en ce qui concerne l'utilisation abusive de ressources administratives nationales par des candidats, le manque de lignes directrices précises sur l'inscription des électeurs ou les tentatives visant à limiter la concurrence entre les partis et les candidats.

Il ne peut y avoir de démocratie stable et durable sans élections libres et justes. L'existence d'institutions et de pratiques légitimes, efficaces et participatives permet à tous les citoyens d'exprimer leur volonté librement et en toute équité, et de tenir leurs gouvernements responsables de leurs actes. Ces institutions et ces pratiques sont donc nécessaires pour la sécurité et le développement humains. Le Canada est résolu à œuvrer de concert avec ses partenaires gouvernementaux, non gouvernementaux et multilatéraux pour soutenir le développement démocratique dans la région de l'OSCE.

Le Canada souhaite formuler les recommandations suivantes en préparation pour le sommet de l'OSCE à Astana :

- En 2006, nous avons invité le BIDDH à évaluer le déroulement des élections législatives au Canada. Nous aimerions demander à tous les États membres de l'OSCE d'honorer l'engagement qui a été pris dans la Déclaration d'Istanbul de 1999 d'inviter des missions d'observation de l'OSCE et de collaborer pleinement avec le BIDDH dans l'accomplissement de son travail de soutien des élections.
- Il est essentiel que le BIDDH et l'Assemblée parlementaire de l'OSCE entretiennent une collaboration permanente sur la question des élections. Parler d'une seule voix contribue à renforcer la crédibilité et l'impact de l'OSCE.
- Il faut absolument s'attaquer à la question des ressources en personnel du BIDDH afin qu'il puisse apporter un soutien spécialisé aux missions de l'OSCE sur le terrain. Le BIDDH et les États participants partagent tous la même responsabilité au chapitre de l'aide qu'ils doivent apporter à l'OSCE.
- Nous sommes favorables à la proposition selon laquelle les États membres devraient répondre par écrit assez rapidement aux rapports de missions de suivi d'élections organisées par le BIDDH.
- Les États participants dans lesquels des élections ont récemment été organisées pourraient présenter un rapport des activités de suivi des recommandations formulées à l'issue de ces élections au Comité de la dimension humaine, comme l'a fait cette année la Norvège, qui est un exemple à suivre pour nous tous.

Merci, Monsieur le Président.